



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

asile et immigration

Question au Gouvernement n° 630

[Texte de la question](#)

ASILE ET IMMIGRATION

M. le président. La parole est à M. Florent Boudié, pour le groupe La République en marche.

M. Florent Boudié. Monsieur le ministre d'État, ministre de l'intérieur, vous venez de présenter en conseil des ministres le projet de loi sur le droit d'asile, l'intégration et la lutte contre l'immigration irrégulière. Le défi est considérable, parce que l'Europe et le monde traversent une crise migratoire sans précédent depuis la Seconde guerre mondiale, parce que la question migratoire fait partie des sujets qui suscitent plus que d'autres l'émotion, la passion et, trop souvent, la démagogie et les proclamations fantasmatiques.

C'est précisément parce que le défi est considérable, monsieur le ministre, qu'il est de notre responsabilité d'en affronter la réalité et la complexité.

La réalité, c'est que notre dispositif d'accueil, depuis des années, ne fonctionne plus. Et l'indignité, l'inhumanité, c'est de voir des femmes, des hommes, des enfants ayant fui les persécutions, les zones de conflit, attendre dans la rue durant des semaines...

M. Sébastien Chenu. Ou prendre des logements en France !

M. Florent Boudié. ...avant de pouvoir ne serait-ce qu'enregistrer leur demande d'asile. (*Exclamations parmi les députés non inscrits.*)

La complexité, c'est de tenir un discours de vérité et de dire à celles et à ceux qui n'ont pas obtenu l'asile, qui n'ont pas bénéficié d'un titre de séjour, qui sont par conséquent en situation irrégulière, qu'ils devront rejoindre leur pays d'origine, au terme des procédures qui garantissent leurs droits imprescriptibles ; et nous devons, pour y parvenir, renforcer l'aide au retour et au développement. (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le ministre, la France doit agir pour mieux accueillir, plus rapidement, plus dignement. Et, face à la crise migratoire dont les sources profondes ne sont pas près de se tarir, la France doit savoir se rassembler durablement. C'est la tâche qui est la nôtre, sans céder ni à ceux qui veulent élever des murs,...

M. Aurélien Pradié. La question !

M. Florent Boudié. ...ni à ceux qui plaident pour l'idéal d'un accueil sans limite.

M. Sébastien Chenu. Et la question ?

M. Florent Boudié. Cette voie est étroite, mais elle doit être celle de la France.

Monsieur le ministre, quelles sont vos orientations pour l'affirmer ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Christian Hutin. L'ancien socialiste parle à l'ancien socialiste ! C'est toujours intéressant !

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur. Vous avez raison, monsieur le député.

M. Fabien Di Filippo. Les socialistes parlent aux socialistes !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Il y a chez nous et en France une volonté d'accueil et d'humanisme...

M. Olivier Faure. Prouvez-le !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. ...parce que nous sommes portés à l'altruisme.

C'est un grand philosophe qui disait : « *Amare amabam et [...] quaerebam quid amarem, amans amare.* » Il s'agit de saint Augustin. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Je traduis : « J'aimais aimer et, aimant aimer, je cherchais qui aimer. »

Il y a en nous cette part d'humanité, et elle est grande. (*Exclamations sur divers bancs.*)

Mais en même temps, lorsque nous regardons les problèmes à l'échelle de notre planète, et surtout à l'échelle du bassin méditerranéen,...

M. Christian Hutin. C'est pathétique !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. ...nous savons que le défi, lui aussi, est grand.

Vous le savez, l'année dernière, en Europe, les migrations ont été réduites de moitié : on est passé de 1,2 million de personnes à 600 000. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Et en même temps, dans notre pays, nous avons vu la demande d'asile augmenter jusqu'à concerner 100 000 personnes, tandis que 85 000 personnes étaient arrêtées aux frontières. (*Exclamations sur les bancs des groupes NG et LR.*)

Ce que nous allons faire, ce n'est pas prendre des mesures extraordinaires (*Exclamations parmi les députés non inscrits et sur plusieurs bancs du groupe LR*) par rapport au droit européen : c'est nous aligner au contraire, et j'aurai l'occasion de vous le montrer, sur ce qu'est aujourd'hui le droit européen, dans tous les domaines, que ce soit la rétention ou les procédures de recours. Nous nous alignerons sur la législation européenne (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*) parce que c'est ainsi que l'on relèvera le défi migratoire ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Florent Boudié](#)

Circonscription : Gironde (10^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 630

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 février 2018](#)